



**PRÉFÈTE
DE L'ALLIER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

N° 2300 / 2024 du 17 octobre 2024

ARRÊTÉ
autorisant la société PRAXY DÉVELOPPEMENT
à construire et exploiter une installation de production
de combustible solide de récupération (CSR)
sur le territoire de la commune de SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE

La Préfète de l'Allier
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier dont les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46, ses titres I et II du livre II, son titre 1er du livre V, ses chapitres IV et VII du titre V du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2, notamment les rubriques 2791 et 3532, et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6, notamment la rubrique 2.1.5.0 ;

Vu le Code du travail ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1742/17 du 10 juillet 2017, instituant des servitudes d'utilité publiques sur la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des réceptifs à pression simple ;

Vu le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED version 2.2 d'octobre 2014 mentionné au dernier alinéa du 3° de l'article R.515-59 du Code de l'environnement ;

Vu le guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux dit « guide technique » version 3 ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 ;

Vu les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Allier aval et Sioule approuvés respectivement par les arrêtés inter préfectoraux n° 15-01584 du 13 novembre 2015 et n° 14/00223 du 5 février 2014 ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) en application de l'article L.541-14 du Code de l'environnement adopté par le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes le 19 décembre 2019 ;

Vu le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral du 10 avril 2020 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) révisé en octobre 2004 de la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule ;

Vu la demande du 5 janvier 2024, présentée par PRAXY DÉVELOPPEMENT dont le siège social est situé 2 place de l'Europe - 38070 SAINT-QUENTIN-FALLAVIER, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de CSR située au 11, route du Mas Bessat - 03500 SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE ;

Vu la demande de compléments transmise à l'exploitant le 6 mars 2024 ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant le 26 mars 2024 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) du 7 mars 2024 ;

Vu l'avis de la direction environnement, Europe, international, vie locale et sécurité de la région AURA du 1^{er} mars 2024 et modifié le 10 juin 2024 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires (DDT) de l'Allier du 20 février 2024 ;

Vu l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), service PRICAE, du 14 février 2024 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Allier du 27 février 2024 ;

Vu la réponse de PRAXY DÉVELOPPEMENT à ces avis des services d'avril, de mai et de juin 2024 ;

Vu l'accusé de réception du 29 mars 2024 du dossier n° 2024-ARA-AP-ICPE-1699 par l'autorité environnementale sollicitée sur un projet contenant une étude d'impact ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale (AE) du 29 mai 2024 ;

Vu le mémoire en réponse à l'avis de l'AE de PRAXY DÉVELOPPEMENT du 31 mai 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection du 31 mai 2024 déclarant le dossier complet et régulier et demandant l'ouverture d'une enquête publique en application des dispositions des articles R.181-35 et R.123-5 du Code de l'environnement ;

Vu la décision en date du 10 juin 2024 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2024 portant ouverture d'une enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PRAXY DÉVELOPPEMENT en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation de production de combustible solide de récupération – projet CELOSIA – sur la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule ;

Vu l'avis d'enquête au public publié le 26 juin 2024 sur le site de la préfecture de l'Allier ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date du 20 juin 2024 de cet avis dans La Montagne et La Semaine de l'Allier ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 27 août 2024 concernant l'enquête publique susvisée qui s'est tenue du 9 juillet 2024 au 10 août 2024 ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Contigny conformément à l'article R.181-38 du Code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale porté à la connaissance de l'exploitant le 19 septembre 2024 ;

Vu les réponses de PRAXY DÉVELOPPEMENT des 23 et 25 septembre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 4 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que conformément au 1-a) de l'annexe de l'article R.122-2 du Code de l'environnement, le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale car relevant de la directive IED (rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE) ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier le choix d'une implantation au sein d'une zone d'activités regroupant déjà plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a apporté une amélioration concernant la ventilation et le traitement de l'air à son projet initial en le dotant d'un système d'atomisation permettant d'agglomérer les particules en suspension dans l'air et de tourelles d'extraction permettant de prévenir les risques pour la santé des employés ainsi que du voisinage et de l'environnement local ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que le 3° de l'article R.515-59 du Code de l'environnement prescrit que le rapport de base est obligatoire lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation ;

Considérant que le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base susvisé définit en son chapitre 3 le contenu du justificatif pour les installations non soumises au rapport de base ;

Considérant que le dossier fourni par l'exploitant contient un document intitulé « justification de la non-réalisation du rapport de base pour l'installation d'une usine de production de CSR » et que par conséquent l'exploitant n'est pas tenu de fournir un rapport de base ;

Considérant que la communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne atteste le 8 février 2024 qu'elle ne possède pas de friche réhabilitable répondant aux critères de PRAXY DÉVELOPPEMENT d'accessibilité routière avec une surface minimale de 4 ha et appartenant à une zone industrielle ;

Considérant que PRAXY DÉVELOPPEMENT est propriétaire d'un terrain de 5 ha sur la parcelle Z1138 située dans la zone d'activités Les Jalfrettes sur le territoire de la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule ;

Considérant que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), communauté de communes de Saint-Pourçain Sioule Limagne, compétent en matière d'urbanisme, accepte, par courrier du 8 janvier 2024, la proposition du pétitionnaire pour un usage futur du site de type industriel dès lors que celui-ci se conforme à ses propositions de remise en état du site après exploitation exposées dans son courrier initial à l'EPCI du 15 décembre 2023 ;

Considérant que le dossier a été déclaré complet et régulier par l'inspection le 31 mai 2024 ;

Considérant que les avis des services sont tous favorables avec pour celui de la direction environnement, Europe, international, vie locale et sécurité du conseil régional Auvergne Rhône Alpes une demande de veille active de l'exploitant dans la recherche d'exutoires au plus proche du site de production, et idéalement situés sur le territoire de la région AURA ;

Considérant que le mémoire en réponse de l'exploitant à l'avis de l'AE reprend point par point cet avis en apportant une réponse argumentée ;

Considérant que le dossier du pétitionnaire contient le document intitulé « Conclusions sur les meilleures techniques disponibles » qui permet de justifier la compatibilité du projet avec l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) susvisé ;

Considérant que le dossier du pétitionnaire contient le document intitulé « Etude des BREFs transversaux » qui permet de justifier la compatibilité du projet avec les BREFs transversaux ROM (principes généraux de surveillance), ICS (systèmes de refroidissement industriel), ECM (aspects économiques et effets multi-milieux), EFS (émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) et ENE (efficacité énergétique) conformément à la directive IED ;

Considérant que l'emprise du projet est traversée par deux canalisations de transport de gaz à haute pression enterrées exploitées par la société GRTgaz de DN 250 et DN 200 à une Pression Maximale de Service (PMS) de 67,7 bar ;

Considérant que l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour ne pas endommager ces deux canalisations lors des travaux de construction et ensuite durant l'exploitation de son site en appliquant strictement la réglementation anti-endommagement prescrite par le chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'environnement avec l'application notamment du « guide technique » susvisé ;

Considérant par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R.181-43 du Code de l'environnement, de fixer les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRÊTE

CHAPITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Titre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PRAXY DÉVELOPPEMENT, SIRET 50943394200042, dont le siège social est situé 2 place de l'Europe - 38070 SAINT-QUENTIN-FALLAVIER, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE, au 11 route du Mas de Bessat, coordonnées Lambert 93 X=711825 et Y=6518028, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelle	Lieu-dit	Surface
Saint-Pourçain-sur-Sioule	ZI 138	ZA Les Jalfrettes	50 000 m ²

Cette parcelle permet un droit à bâtir maximal de 30 000 m² (cos de la ZA de 0,6). La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 25 000 m² dont environ 4 000 m² de bâtiments (administration, 3 halls de production).

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Cet arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels applicables au site, dont notamment :

- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Titre 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	Installation de fabrication de CSR	Capacité nominale du broyeur : 17 tonnes par heure soit 238 tonnes par jour pour une installation qui sera ouverte de 7h à 21h du lundi ou vendredi	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Installation de fabrication de CSR	Capacité nominale du broyeur : 17 tonnes par heure soit 238 tonnes par jour pour une installation qui sera ouverte de 7h à 21h du lundi ou vendredi	A

(*) A (autorisation)

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Installation de fabrication de CSR	Le projet a une emprise d'environ 2,5 hectares sur la parcelle de 5 hectares	D

(*) D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative à la valorisation de déchets non dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT (Waste Treatment). Le périmètre IED au sens de l'article R.515-58 du Code de l'environnement concerne l'ensemble du site en dehors du bâtiment administratif.

1.2.2 Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Un bâtiment principal composé de :
 - un hall amont de livraison des déchets non dangereux unité A,
 - un hall process de tri et de préparation du produit normé,
 - un hall aval d'expédition,
- Un bâtiment administratif.

Titre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de mars 2024.

Titre 1.4 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression et sur les canalisations de transport de gaz naturel.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Titre 1.5 - Cessation d'activité

1.5.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **usage industriel**.

Les conditions de remise en état du site incluent :

- Évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets :
 - vidange des installations et destruction des produits (notamment des produits chimiques, huiles, ...) en centre de traitement de déchets ;
 - vidange des cuves de stockage et enlèvement de celles-ci ou neutralisation ;
 - vidange et nettoyage des rétentions ;
 - évacuation des déchets résiduels en centre de traitement autorisé.

- Interdiction ou limitation d'accès au site
- Suspension des risques d'incendie et d'explosion :
 - démontage des équipements ;
 - mise en sécurité des circuits électriques ;
 - maintien en l'état de fonctionner des utilités (chauffage, alimentation électrique, climatisation, ...), après consignation des équipements en arrêt de sécurité.
- Surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

1.5.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Titre 1.6 - Implantation

Hormis le bâtiment administratif, l'installation est implantée à une distance minimale de **17 mètres** des limites de l'établissement.

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

L'implantation générale du site respecte le plan en annexe 1.

Le schéma général des flux matières avec les différents équipements se trouve en annexe 2 (confidentielle).

Titre 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Titre 1.8 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Titre 1.9 - Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitation précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 6.1.6 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Titre 1.10 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant tient l'inspection informée du démarrage de l'installation au moins 2 semaines avant ce démarrage.

Le hall amont permet de stocker jusqu'à 1,5 jours de consommation du hall process de tri en fonctionnement nominal, en cas de dysfonctionnement de celui-ci.

Si l'arrêt de l'installation perdure, l'exploitant prend toutes les mesures pour ne plus être livré sur son site des déchets rentrant dans le processus de fabrication.

De manière analogue, le hall aval permet de stocker, en vrac, jusqu'à 2 jours de production de CSR en fonctionnement nominal en plus du volume des 3 bennes de stockage de type FMA (fond mouvant alternatif). En cas de dysfonctionnement ou d'absence d'une des bennes de stockage, cette zone est utilisée. Une fois remplie, l'exploitant adapte son rythme de production, voire le cas échéant arrête sa production.

Les volumes maximums d'entreposage dans chaque zone sont fixés à l'article 6.1.3 du présent arrêté.

En cas d'indisponibilité du broyeur qui se trouve dans le hall amont, il est possible, pour plus de flexibilité, d'alimenter directement le hall process de tri avec des produits dont la granulométrie est inférieure à 90 mm sans passer par le broyeur.

Lors de tout arrêt ou redémarrage de l'installation, l'exploitant prendra toutes les mesures permettant de prévenir le risque incendie.

Titre 1.11 - Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous **15 jours** à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Titre 2.1 - Conception des installations

2.1.1 Dépoussiérage

Hall process :

Des modules de dépoussiérage canalisant les poussières et les réinjectant dans le processus de fabrication sont positionnés sur les équipements suivants :

- Sortie broyeur / entrée trommel ;
- Sortie du tri aéraulique / entrée séparateurs optiques ;
- Entrée granulateur.

Halls amont et aval :

Un système d'« atomisation » est mis en place. Il permet d'agglomérer les particules en suspension dans l'air, facilitant ainsi leur retombée au sol, par dispersion contrôlée d'eau dans l'air ambiant sous forme de micro gouttelettes de tailles variables suivant les besoins de la zone.

Par ailleurs, l'exploitant arrose la voirie autant que de besoin afin de prévenir les envols de poussière lors notamment des périodes estivales ou d'événements venteux.

2.1.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Hall amont	Conduit permettant l'extraction de l'air chargé en poussières
Conduit N° 2	Hall amont	
Conduit N° 3	Hall process de tri	
Conduit N° 4	Hall process de tri	
Conduit N° 5	Hall aval	

L'air extrait par les 5 tourelles rentre dans les halls par des grilles à persiennes disposées en bas de la façade des bâtiments.

2.1.3 Conditions générales de rejet

	Débit nominal en Nm ³ /h
Conduit N° 1	20000
Conduit N° 2	20000
Conduit N° 3	20000
Conduit N° 4	20000
Conduit N° 5	22000

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Titre 2.2 - Limitation des rejets

2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduits n° 1, 2, 3, 4	
	Concentration mg/Nm ³	Flux kg/j
Poussières, y compris particules fines	5	2,4
COVT	30	14,4

Paramètre	Conduit n° 5	
	Concentration mg/Nm ³	Flux kg/j
Poussières, y compris particules fines	5	2,6
COVT	30	15,8

2.2.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et, si besoin, ventilés.

Titre 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance de ses 5 tourelles de rejet dans les conditions suivantes :

Paramètre	Code CAS	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	/	Semestrielle	Semestrielle
Poussières, y compris particules fines	/	Semestrielle	Semestrielle
COVT (1)	/	Semestrielle	Semestrielle
Retardateurs de flamme bromés (1)	/	Annuelle	Annuelle
PCB de type dioxine (1) (2)	1336-36-3	Annuelle	Annuelle
Métaux et métalloïdes à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) (1)	7440-38-2, 7440-43-9, 7440-48-4, 7440-47-3, 7440-50-8, 7439-96-5, 7440-02-0, 7439-92-1, 7440-36-0, 7782-49-2, 7440-32-6, 7440-62-2	Annuelle	Annuelle
PCDD/F (1) (2)	/	Annuelle	Annuelle

(1) Paramètres dont la surveillance peut être revue en fonction des premiers résultats d'analyse.

(2) L'échantillonnage peut aussi être réalisé conformément à la norme CEN/TS 1948-5 au lieu de la norme EN 1948-1.

Chaque mesure périodique est calculée à partir de la valeur moyenne sur la période d'échantillonnage de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune, sauf pour les PCDD/F ou les PCB de type dioxine où une seule période d'échantillonnage de 6 à 8 heures est utilisée.

L'exploitant fait appel à un organisme agréé pour le prélèvement et l'analyse des paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon la périodicité définie ci-dessus.

Titre 2.4 - Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air autour de son installation sur les paramètres et points de prélèvements suivants :

Paramètres	Fréquence	Points de mesure et emplacements	Méthode de mesure
Poussières (PM10)	Tous les trois ans	4 points indiqués sur le plan ci-dessous	



Cette surveillance est effectuée conformément au guide méthodologique INERIS relatif à la surveillance dans l'air autour des ICPE de décembre 2021. L'exploitant propose sa stratégie de surveillance à l'inspection sous un délai de 6 mois après la mise en service et réalise la première campagne sous un an maximum.

Titre 2.5 - Dispositions spécifiques

2.5.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

CHAPITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Titre 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal	
				Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Réseau d'eau potable	Saint-Pourçain-sur-Sioule	OPR0000173730	E : 723515 N : 6579801	10 m³/j	Atomisation : 170 m³/an Nettoyage installation et engins : 100 m³/an Besoin sanitaire : 60 m³/an Total : 330 m³/an

Titre 3.2 - Séparation des réseaux

Le bassin versant global est de 26 359 m² et se découpe en :

- 426 m² pour le bâtiment administratif ;
- 3 947 m² pour les 3 halls de fabrication ;
- 21 986 m² pour le reste dont la voirie.

Les eaux captées par la toiture du bâtiment administratif sont dirigées vers une noue d'infiltration d'une surface de 15 m² en son fond, et une emprise de 107 m², avec un débit d'infiltration d'environ 0,18 l/s.

Les eaux captées par la toiture des 3 halls de fabrication sont dirigées vers un bassin d'infiltration d'une surface de 150 m² en son fond, et une emprise de 280 m², avec un débit d'infiltration d'environ 1,8 l/s.

Les eaux captées par la voirie et le reste du bassin versant, potentiellement polluées, sont dirigées vers un bassin de rétention d'un volume total de 902 m³ avec un débit de fuite de 6,6 l/s.

Titre 3.3 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.3.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales de toiture, eaux pluviales potentiellement polluées et eaux sanitaires.

Les procédés uniquement mécaniques et utilités ne consomment pas d'eau industrielle. Le site n'a pas de rejet d'eau industrielle usagée.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Eaux pluviales de toiture	Milieu naturel via la noue et le bassin d'infiltration	Infiltration sur place	
Pt N°2	Eaux pluviales potentiellement polluées	Réseau des eaux pluviales communal via le bassin de rétention et un séparateur d'hydrocarbures	Station de traitement des eaux de Saint-Pourçain-sur-Sioule	Convention de raccordement avec la STEP
Pt N°3	Eaux sanitaires issues du réseau d'eau potable communal	Réseau d'eaux usées communal	Station de traitement des eaux de Saint-Pourçain-sur-Sioule	

3.3.2 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre 3.4 - Limitation des rejets

3.4.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n° 2

- Débit maximal journalier (m³/j) : 570 ;
- Débit maximum horaire (m³/h) : 23,75.

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 2	
		Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matière en suspension (MES)	1305	60	34,2
Carbone organique total (COT)	1841	60	34,2
PFOA	5347	/	/
PFOS	6561	/	/
Indice hydrocarbure	7007	10	5,7
Arsenic (As)	1369	0,05	0,03
Cadmium (Cd)	1388	0,05	0,0285
Chrome (Cr)	1389	0,15	0,0855
Cuivre (Cu)	1392	0,5	0,285
Nickel (Ni)	1386	0,5	0,285
Plomb (Pb)	1382	0,3	0,171
Zinc (Zn)	1383	2	1,14
Mercuré (Hg)	1387	5	2,85

Titre 3.5 - Surveillance des rejets

3.5.1 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
2	Matière en suspension (MES)	1305	Annuelle	Annuelle
	Carbone organique total (COT)	1841	Annuelle	Annuelle
	PFOA (1)	5347	Semestrielle	Semestrielle
	PFOS (1)	6561	Semestrielle	Semestrielle
	Indice hydrocarbure	7007	Annuelle	Annuelle
	Arsenic (As) (1)	1369	Annuelle	Annuelle
	Cadmium (Cd) (1)	1388	Annuelle	Annuelle
	Chrome (Cr) (1)	1389	Annuelle	Annuelle
	Cuivre (Cu) (1)	1392	Annuelle	Annuelle
	Nickel (Ni) (1)	1386	Annuelle	Annuelle
	Plomb (Pb) (1)	1382	Annuelle	Annuelle
	Zinc (Zn) (1)	1383	Annuelle	Annuelle
	Mercuré (Hg) (1)	1387	Annuelle	Annuelle

(1) Paramètres dont la surveillance peut être revue en fonction des premiers résultats d'analyse.

Les périodes d'établissement des valeurs limites d'émissions correspondent à l'un des deux cas suivants :

1. En cas de rejets continus, il s'agit de valeurs moyennes journalières, c'est-à-dire établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevé sur 24 heures ;
2. En cas de rejets discontinus, les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet.

Il est possible d'utiliser des échantillons moyens proportionnels au temps, à condition qu'il puisse être démontré que le débit est suffisamment stable.

Toutes les valeurs limites d'émissions pour les émissions dans l'eau s'appliquent au point de sortie des effluents de l'installation.

L'exploitant fait appel à un organisme agréé pour le prélèvement et l'analyse des paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon la périodicité définie ci-dessus.

3.5.2 PFAS

L'exploitant établit la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation sous un délai de 3 mois après la mise en service du site.

Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I de l'article 4, sous un délai de 9 mois après la mise en service du site.

Titre 3.6 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.6.1 Surveillance des eaux souterraines

Une mesure des concentrations des différents polluants listés à l'article 3.4.1 ainsi que sur les paramètres globalisants (pH, potentiel redox, conductivité, température, oxygène dissous) est effectuée au moins deux fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement dans les eaux souterraines à l'aide de trois piézomètres répartis sur le site.

L'exploitant réalise une étude avant le démarrage du site pour le positionnement de ces piézomètres dont l'un est situé en amont hydrologique et deux en aval hydrologique.

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc).

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Le rapport présentant les résultats des campagnes de suivi des eaux souterraines est transmis à l'inspection dans les 2 mois suivant leurs réalisations.

CHAPITRE 4 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Titre 4.1 - Mesures d'évitement, réduction et compensation

Les mesures de suivi suivantes sont proposées :

- Suivi de l'état des bassins par un contrôle visuel annuel ;
- Suivi de l'état des rétentions, de l'état de la station-service par un contrôle visuel annuel ;
- Suivi instrumenté décennal de l'état des réseaux d'eau pluviale ;

- Contrôle du fonctionnement de la détection de la radioactivité (portique et radiamètre portatif) à fréquence annuelle par une entreprise agréée ;
- Suivi de la qualité de l'eau avec des analyses semestrielles par un organisme certifié des eaux rejetées par le bassin de rétention et des eaux souterraines ;
- Suivi de la qualité de l'air dans l'environnement (concentration en PM10) avec un contrôle tous les 3 ans par un organisme certifié.

Titre 4.2 - Suivi des mesures

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

CHAPITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

Titre 5.1 - Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan ci-dessous :



5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points de mesure en LP	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une première mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la mise en service du site et une autre un an après cette mise en service. Cette mesure est également effectuée tous les 3 ans ou en cas de modification significative de l'organisation de la production.

5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.1.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.1.5 Mesure d'atténuation du bruit et des vibrations

La porte sectionnelle en façade nord du hall amont et celle en façade est du hall process restent fermées sauf pour le passage des engins.

Le broyeur installé dans le hall amont est un broyeur lent qui permet la réduction des émissions sonores et des vibrations.

CHAPITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Titre 6.1 - Conception des installations

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Bâtiment/ local	Dispositions constructives		
	Local, sol, toiture	Portes et fermetures	Parois séparatives
Bâtiment de fabrication	5 tourelles de ventilation dont les caractéristiques sont des émissions sonores de 84 dB à 3 m au maximum pour chacune d'elles.	<u>Hall amont</u> : 3 portes sectionnelles en façade est et 1 porte sectionnelle en façade nord. <u>Hall process</u> : 2 portes sectionnelles en façade ouest et 1 porte sectionnelle en façade est. <u>Hall aval</u> : 3 portes sectionnelles en façade est.	Les murs séparant le hall process des halls amont et aval sont des murs béton coupe-feu d'une hauteur de 14 m. Implantation des stocks vrac dans des alvéoles séparées par des blocs béton de 6 m de haut.
Locaux techniques (utilités du hall process)	- 1 atelier / magasin - 1 local transformateur HTA/BT - 1 local HT et TGBT - 1 local compresseur et accumulateur	4 portes permettront d'accéder à chacune des utilités en façade ouest.	Implantation des utilités dans des locaux maçonnés coupe-feu.
Bâtiment administratif	Bâtiment séparé du bâtiment de fabrication. Pas de dispositions constructives particulières.		

Les bâtiments abritant des déchets combustibles ou inflammables ont une structure présentant :

- une résistance au feu au moins R60 ;
- une toiture au moins BROOF T3.

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe au moins A2 s1 d0.

Les éléments de support de couverture sont construits en matériaux de classe au moins A2 s1 d0.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.2 Désenfumage

Chaque hall est équipé de lanterneaux d'une superficie de 4,67 m² qui s'ouvrent automatiquement lorsque l'alarme incendie se déclenche :

- 10 pour les halls amont et process ;
- 6 pour le hall aval.

Ils sont entretenus et testés à fréquence annuelle.

6.1.3 Organisation des stockages

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage	Rétention
Hall process				
Zone de réception des déchets	Zone de déchargement sur laquelle le contrôle visuel a lieu			
Zone de stockage entrée matière RB légers	Rebus de broyage (RB) légers	Quantité moyenne réceptionnée de 49 tonnes par jour et de 12 700 tonnes par an. Quantité maximale stockée de 52 tonnes.	Dimension du stockage 7 mx15 m sur 5 m de hauteur. La hauteur des murs en blocs béton est de 6 m minimum. Volume de stockage de 350 m ³ .	
Zone de stockage entrée matière DEA	Déchets d'éléments d'ameublement (DEA)	Quantité moyenne réceptionnée de 19 tonnes par jour et de 4 814 tonnes par an. Quantité maximale stockée de 52 tonnes.	Dimension du stockage 7 mx15 m sur 5 m de haut. La hauteur des murs en blocs béton est de 6 m minimum. Volume de stockage de 350 m ³ .	
Zone de stockage entrée matière DIB	Déchets industriels banaux (DIB)	Quantité moyenne réceptionnée de 116 tonnes par jour et de 30 278 tonnes par an. Quantité maximale stockée de 135 tonnes.	Dimension du stockage 13,5 mx15 m sur 5 m de haut. La hauteur des murs en blocs béton est de 6 m minimum. Volume de stockage de 675 m ³ .	
Zone de mélange	Mélange de différentes matières entrantes composant le CSR.			
Stock > 90 mm	Stock de produits extraits lors du tri granulométrique dans la trommel du hall process qui sont également écartés pour être réinjectés en début de process.	Quantité maximale stockée de 22 tonnes.	Volume de stockage de 150 m ³ .	
Stock vrac refus	Stock de produits trop gros extraits dans le hall process lors du tri dans le séparateur aéroulique et écartés afin d'être réinjecté en début de process pour passer à nouveau par le broyeur.	Quantité maximale stockée de 15 tonnes.	Volume de stockage de 100 m ³ .	
Armoire de sécurité	Déchets dangereux réceptionnés à la suite d'erreurs de tri en amont			
Hall process				
Déchets produits au cours de la transformation en CSR	Inerte 0/2	1 benne de 30 m ³ ou des bigbags		
	Inerte 2/10	1 benne de 30 m ³		
	Inerte >10	1 benne de 30 m ³		
	Plastiques non conformes (PVC notamment)	1 benne de 30 m ³		
Hall aval				
Bennes FMA pour CSR	Stockage CSR avant départ	Quantité maximale stockée de 70 tonnes. Quantité moyenne produite de 38 142 tonnes par an.	Maximum 3 bennes à fond mouvant alternatif (FMA) de 90 m ³ chacune, peuvent être positionnées simultanément.	

Zone de stockage CSR	Stockage tampon du CSR an cas de dysfonctionnement ou d'absence de bennes FMA	Quantité maximale stockée de 140 tonnes.		
Stockage GNR	Gazole non routier (GNR)	5000 litres		Cuve aérienne double paroi sur rétention d'un volume égal à sa capacité de stockage. La zone de dépotage est reliée au bassin de rétention via un déboureur déshuileur.

L'ensemble des procédés et des stockages tampons est réalisé à couvert dans le bâtiment d'exploitation évitant tout risque de lessivage ou lixiviation des déchets en présence.

6.1.4 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

À proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique dans chacun des trois halls du bâtiment de production.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins. Celle-ci doit être conçue de manière à ne pas être exposée au flux thermique (3 kW/m^2) et obstruée par l'effondrement des structures ou occupée par les eaux d'extinction. En l'occurrence, un accès réservé aux services d'incendie et de secours est réalisé à l'ouest de la parcelle, proche du bassin de rétention.

Une matérialisation des aires de stationnement des engins ($8 \text{ m} \times 4 \text{ m}$) est réalisée.

Une voie de pompage est disponible à proximité du bassin de rétention.

L'accueil des secours sera assuré en tout temps.

6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 722 m^3 . Ce volume doit être disponible en tout temps.

Ce bassin sert aussi de réserve incendie pour un volume de 180 m^3 . **Le volume total du bassin de rétention doit être au minimum de 902 m^3 sans toutefois que la quantité d'eau présente descende en dessous de 180 m^3 en fond de bassin.**

Ce bassin a également la fonction de collecte des eaux pluviales de voirie. Le volume libre de 722 m³ est suffisant pour réguler le débit en cas d'orage pour une période de retour 10 ans.

Le creux de ce bassin correspondant au volume de 180 m³ est matérialisé et ne peut être dépassé.

Dans ces conditions, le rejet au milieu naturel doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par un bassin de rétention externe.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Titre 6.2 - Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de **2,5 m**.

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

6.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

6.2.3 Domaine de fonctionnement sur des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

6.2.4 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

L'exploitant met en place un système de management environnemental (SME) conformément au I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (mur, toiture, poteau, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les halls avoisinants et ne favorisant pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur est réalisé sous un an après le démarrage du site.

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant au paragraphe 7 « Mesures de prévention et de protection du site » de l'étude de dangers.

Un pré-zonage ATEX est réalisé lors de la conception et la signalétique est mise en place avant le démarrage du site. Ce zonage est mis à jour dans l'année qui suit le démarrage de l'activité en fonction du retour d'expérience réalisé. **Dans les zones ATEX, les équipements sont conformes à la réglementation ATEX.**

Les prescriptions de l'article 6.2.1 sont réévaluées à l'issue de cette mise à jour.

6.2.5 Canalisations de transport de gaz

L'emprise du site est traversée par deux canalisations de transport de gaz à haute pression enterrée exploitées par la société GRTgaz de DN 250 et DN 200 à une Pression Maximale de Service (PMS) de 67,7 bar.

L'exploitant met en place toutes les mesures organisationnelles pour ne pas endommager ces canalisations en appliquant strictement la réglementation anti-endommagement et applique les prescriptions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux dit « guide technique ». Notamment, en cas de travaux à proximité de ces canalisations il réalise une demande de travaux (DT) sur le guichet unique <https://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr/>. Le paragraphe « 3.3 Ouvrages de transport de gaz » prescrit que **« le marquage ou le piquetage d'un réseau de transport de gaz (hors ouvrages exploités en moyenne pression) situé dans l'emprise des travaux (y compris accès, zone de stockage et de stationnement) est toujours réalisé par le représentant de l'exploitant, qui établit un compte-rendu de marquage-piquetage à l'occasion d'une réunion sur site avec l'exécutant, avant le début des travaux ».**

De plus, le I de l'article L. 555-27 du Code de l'environnement prescrit que « **le titulaire de l'autorisation** de construire et d'exploiter une ou plusieurs canalisations dont les travaux sont déclarés d'utilité publique **est autorisé dans une bande de terrain appelée « bande étroite »** ou « bande de servitudes fortes », à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et **à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessaires pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ».**

Par ailleurs, le I de l'article L. 555-28 du Code de l'environnement prescrit que « **les propriétaires des terrains traversés par une ou plusieurs des bandes de servitudes mentionnées à l'article L. 555-27, ou leurs ayants droit, s'abstiennent de tout fait de nature à nuire à la construction, l'exploitation et la maintenance des canalisations concernées. Dans la bande étroite, ils ne peuvent édifier aucune construction durable et ils s'abstiennent de toute pratique culturale dépassant 0,60 mètre de profondeur et de toute plantation d'arbres ou d'arbustes ».**

Ces bandes étroites sont de 5 m à gauche et de 5 m à droite pour la canalisation de DN 250 et de 3 m à gauche et de 7 m à droite pour la canalisation de DN 200.

6.2.6 Centrale d'air comprimé

Une centrale de production d'air comprimé destinée à l'alimentation des consommateurs de la chaîne de tri des CSR sera mise en place dans le local technique dédié dans le hall process.

Le récipient de stockage d'air comprimé d'un volume de 3 000 L et d'une pression de service de 10,7 bar est soumis au suivi en service des équipements sous pression conformément à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.

Notamment, conformément au titre III de cet arrêté ministériel, ce récipient est soumis à contrôle de mise en service (CMS) et à déclaration de mise en service (DMS). Les **CMS et DMS sont à réaliser avant la première mise en service de l'équipement.**

Titre 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.

La défense intérieure est constituée :

- d'un réseau de 4 RIA dans chacun des 3 halls permettant que tout point de la surface des locaux soit couvert par au moins 2 jets. Chaque RIA a un débit de 9 m³/h pendant 20 minutes ;
- d'un système de déluge au niveau du broyeur et du convoyeur dans le hall amont, du tri granulométrique (trommel), du tri par séparateur aéraulique et du granulateur dans le hall process. Le débit est de 12,5 litres/min/m² sur la surface des équipements à risque ;
- de canons à eau répartis pour couvrir les stocks tampons des halls amont et aval. Le débit est de 10 litres/min/m² pour une durée de fonctionnement de 40 minutes ;
- de rideaux d'eau sur les ouvertures de communication dans les murs coupe-feu entre les 3 halls. Ces rideaux d'eau assurent un degré coupe-feu équivalent à celui du mur ;
- d'un parc d'extincteurs mobiles appropriés au risque.
- Le local technique contenant les installations électriques HT et BT est protégé par une extinction automatique au gaz inerte.

Les canons à eau et déluges se déclenchent de manière automatique avec la détection incendie.

La défense extérieure est constituée :

- d'une réserve d'eau constituée au minimum de 180 m³ au niveau du bassin de rétention des eaux de voirie avec une aire d'aspiration avec un poteau d'aspiration à proximité du bassin de rétention. Celle-ci devra être accessible par une voie engins et conforme aux dispositions du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) en vigueur dans le département de l'Allier ;

- de deux poteaux incendie alimentés par le réseau de la ville fournissant chacun un débit d'au moins 60 m³/h pendant 2 heures et situés à moins de 200 m du risque à protéger avec une matérialisation des aires de stationnement des engins (8 m x 4 m) associées à chaque point d'eau incendie afin de garantir la vacuité des voies de circulation.

L'ensemble de ces dispositifs est capable de fonctionner de manière simultanée aux débits prescrits.

Un système de détection incendie par télésurveillance 24 h/24 est installé en complément de la surveillance interne pendant les horaires d'ouverture (téléphones pour alerter les secours). Ce système est équipé notamment de détecteurs de flamme à infrarouge de type IR3 dans les zones suivantes :

- Hall amont :
 - 1 détecteur pour chacune des 3 alvéoles de stockage (RB légers, DEA, DIB)
 - 1 détecteur au niveau de la zone du stock vrac refus et du stock > 90 mm ;
 - 1 détecteur au niveau de la zone de mélange et du broyeur ;
 - 1 détecteur en surplomb de la trémie.
- Hall process :
 - 2 détecteurs à l'intérieur du carter du trommel ;
 - 1 détecteur par compacteur ;
 - 4 détecteurs afin de couvrir la totalité de la surface.
- Hall aval :
 - 1 détecteur au niveau de l'alvéole de stockage tampon.

En complément, des caméras thermiques sont implantées :

- 1 caméra dans chacun des 3 halls, en toiture, afin d'avoir une couverture générale de la zone ;
- 1 caméra par compacteur du hall process.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, vérifiés et testés au moins une fois par an, repérés et facilement accessibles. Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier "installations classées" prévu. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

6.3.2 Organisation

Un plan de défense contre l'incendie est réalisé conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé.

Titre 6.4 - Exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés et des déchets stockés, triés, regroupés dans l'installation.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et consigné dans le dossier "installations classées" prévu.

CHAPITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Titre 7.1 - Prévention et gestion des déchets

Le site reçoit des déchets pour produire du CSR. Lors de ce processus, des déchets sont créés et stockés dans des bennes ou des bigbags. Certains sont valorisables (ferrailles, mélange de métaux non-ferreux, plastiques en mélange, inertes 2/10), d'autres sont destinés à l'enfouissement (inertes 0/2, inertes >10).

Titre 7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	19 12 01 / 19 12 04 / 19 12 07	Inertes 0/2 (poussière et fine non dangereuses)
Déchets non dangereux	19 12 01 / 19 12 04 / 19 12 07	Inertes 2/10 (particules plus importantes non dangereuses)
Déchets non dangereux	19 12 01 / 19 12 04 / 19 12 07	Inertes >10 (mélange de bois, inerte, plastique non récupérables)
Déchets non dangereux	19 12 04	Matière plastique en mélange
Déchets non dangereux	19 12 02	Ferraille broyée
Déchets non dangereux	19 12 03	Non-ferreux en mélange broyés

Le CSR produit respecte les dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 23 mai 2016 susvisé.

Titre 7.3 - Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site respectent les modalités définies ci-dessous :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Ces déchets sont stockés dans des bennes ou des bigbags. Lorsqu'un lot d'expédition est prêt, l'exploitant organise son expédition vers les filières adéquates (enfouissement ou valorisation matière).
Déchets dangereux	Les déchets dangereux reçus accidentellement sur le site (DEEE, emballages souillés, batteries, amiante...) sont stockés dans une armoire de sécurité spécifique <u>sans toutefois dépasser 1 tonne</u> .

La zone de réception des déchets (zone de déchargement sur laquelle le contrôle visuel a lieu avant entreposage dans les 3 alvéoles DIB, DEA et RB légers) est vidée au moins quotidiennement et est vide en dehors des heures d'exploitation de l'installation.

Titre 7.4 - Gestion des déchets reçus par l'installation

7.4.1 Conception des installations

Les traitements mécaniques du processus de fabrication permettent de détourner de l'enfouissement environ 90 % du flux de déchets entrant. Ce flux entrant est composé de :

- la matière transformée en CSR ;
- la matière valorisable (ferrailles, mélange de métaux non-ferreux, plastiques en mélange, inertes 2/10) ;
- la matière non valorisable résiduelle qui est enfouie (inertes 0/2 et Inertes >10).

7.4.2 Description des déchets entrants

Les déchets reçus sur le site sont les suivants :

Type de déchets	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)
Déchets non dangereux	<p>DIB (Déchets Industriels Banals). Codes déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 01 01 (emballages en papier/carton) ; - 20 01 01 (papier et carton) ; - 20 01 10 (vêtements) ; - 20 01 11 (textiles) ; - 20 01 40 (métaux) ; - 15 01 03 (emballages en bois) ; - 15 01 02 (emballages en matières plastiques) ; - 17 02 03 (matières plastiques issues de la démolition ou de la construction) ; - 20 01 39 (matières plastiques). - 20 01 99 (autres fractions non spécifiées ailleurs) ; <p>DEA (Déchets d'Éléments d'Ameublement). Code déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 03 01 01 (déchets d'écorce et de liège) ; - 03 01 05 (sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04) ; - 20 01 38 (déchets municipaux en bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37). <p>RB légers (Résidus de Broyages) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code déchet 19 10 02 (déchets de métaux non ferreux) ; - Code déchet 19 10 04 (fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03) ; - Code déchet 19 12 12 (autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11). 	<ul style="list-style-type: none"> - Allier (03) et ses départements limitrophes ; - Côte d'Or (21). <p>Le rayon moyen d'approvisionnement (pondéré par les quantités de déchet admises) est inférieur à 120 km.</p>	<p>DIB : 30 521 tonnes/an</p> <p>DEA : 3 800 tonnes/an</p> <p>RB légers : 16 535 tonnes/an</p>

7.4.3 Admission des déchets

L'exploitant ne peut recevoir des déchets sur son site que depuis les départements listés à l'article 7.4.2.

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- réalise une pesée ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement.

Une recherche plus poussée de déchets non conformes, et potentiellement dangereux, est réalisée lors de la phase de mélange des déchets entrants (DIB, DEA et RB Légers) avant broyeur à l'aide de la pelle grappin. Ces déchets sont écartés et stockés dans l'armoire de sécurité dédiée en attendant leur évacuation.

L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 $\mu\text{Sv/h}$. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du Code du travail.

La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétent en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.

Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire dédiée en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 $\mu\text{Sv/h}$.

L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5 $\mu\text{Sv/h}$ au contact des parois extérieures.

Suivant la nature des radionucléides présents dans le déchet, le déchet pourra être traité dans la filière adaptée :

- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive très courte ou courte (< 100 jours), en général d'origine médicale, le déchet peut être laissé en décroissance sur place pendant une durée qui dépendra de la période radioactive des radionucléides présents puis éliminé par la filière conventionnelle adaptée quand son caractère radioactif aura disparu ;

- s'il s'agit de radionucléides à période radioactive moyenne ou longue (> 100 jours), le déchet est géré dans une filière d'élimination spécifique, soit des déchets radioactifs avec l'ANDRA, soit de déchets à radioactivité naturelle renforcée avec une installation de stockage de déchets qui les accepte.

Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée.

La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge peut prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7.

La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.

Titre 7.5 - Valorisation du CSR

L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, à la direction de l'environnement et de l'écologie positive de la région Auvergne-Rhône-Alpes ainsi qu'à l'observatoire régional déchets économie circulaire (ORDEC Auvergne-Rhône-Alpes), au 1^{er} avril de chaque année, un rapport concernant son activité CSR de l'année précédente et certaines prévisions pour l'année en cours au niveau régional, national voire international. Ce rapport établit :

- un bilan des exutoires vers lesquels le site a envoyé son CSR, avec les quantités associées et les économies d'émissions en tonne équivalent CO₂ fossile, sur l'année écoulée ;
- un bilan permettant de chiffrer la quantité et la proportion de CSR consommées au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi qu'une prévision de la consommation de CSR pour l'année en cours ;
- une information sur les exutoires identifiés pour l'année en cours (distance du site de production, région d'appartenance, type d'installation, consommation annuelle envisagée par ce site).
- un bilan des fournisseurs depuis lesquels le site reçoit des déchets, avec les quantités associées par typologie de déchet, sur l'année écoulée ;
- le rayon moyen d'approvisionnement pondéré par les quantités admises sur l'année écoulée.

Pour une qualité de CSR donnée (chaufferie ou cimenterie), l'exploitant privilégie les exutoires en tenant compte notamment du principe de proximité visé à l'article L. 541-1-II du Code de l'environnement.

CHAPITRE 8 - Dispositions finales

Titre 8.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Titre 8.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/>.

Titre 8.3 - Obligation de notification des recours

En application de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Madame la préfète de l'Allier) et au bénéficiaire de la décision (la société PRAXY DEVELOPPEMENT – 2 place de l'Europe 38070 SAINT-QUENTIN-FALLAVIER), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Titre 8.4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Saint-Pourçain-sur-Sioule et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Pourçain-sur-Sioule pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir les communes de Saint-Pourçain-sur-Sioule, Contigny, Paray-sous-Briailles, Louchy-Montfand, Saulcet ainsi que la communauté de communes de Saint-Pourçain Sioule Limagne.
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Allier pendant une durée minimale de quatre mois.

Titre 8.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Allier, le sous-préfet de l'arrondissement de Vichy, le maire de Saint-Pourçain-sur-Sioule, le directeur départemental des territoires de l'Allier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne – Rhône-Alpes et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Saint-Pourçain-sur-Sioule et à la société PRAXY DÉVELOPPEMENT.

Moulins, le

17 OCT. 2024

La préfète de l'Allier



Pascale TRIMBACH

ANNEXE 1



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	4
Titre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations.....	4
1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	5
Titre 1.2 - Nature des installations.....	5
1.2.1 Réglementation IED.....	6
1.2.2 Consistance des installations.....	6
Titre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
Titre 1.4 - Respect des autres législations et réglementations.....	6
Titre 1.5 - Cessation d'activité.....	6
1.5.1 Cessation d'activité et remise en état.....	6
1.5.2 Équipements abandonnés.....	7
Titre 1.6 - Implantation.....	7
Titre 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	7
Titre 1.8 - Objectifs généraux.....	7
Titre 1.9 - Consignes.....	8
Titre 1.10 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	8
Titre 1.11 - Rapport d'incident ou d'accident.....	9
CHAPITRE 2 - Protection de la qualité de l'air.....	9
Titre 2.1 - Conception des installations.....	9
2.1.1 Dépoussiérage.....	9
2.1.2 Conduits et installations raccordées.....	9
2.1.3 Conditions générales de rejet.....	10
Titre 2.2 - Limitation des rejets.....	10
2.2.1 Dispositions générales.....	10
2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	11
2.2.3 Odeurs.....	11
Titre 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	11
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	11
Titre 2.4 - Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air.....	12
Titre 2.5 - Dispositions spécifiques.....	12
2.5.1 Propreté, émissions diffuses et envois de poussières.....	12
CHAPITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	13
Titre 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	13
Titre 3.2 - Séparation des réseaux.....	13
Titre 3.3 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	13
3.3.1 Points de rejet.....	13
3.3.2 Dispositions générales.....	14
Titre 3.4 - Limitation des rejets.....	15
3.4.1 Caractéristiques des rejets externes.....	15
Titre 3.5 - Surveillance des rejets.....	16
3.5.1 Contrôle des rejets.....	16
3.5.2 PFAS.....	17
Titre 3.6 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	17
3.6.1 Surveillance des eaux souterraines.....	17
CHAPITRE 4 - mesures d'évitement, de réduction et de compensation.....	17
Titre 4.1 - Mesures d'évitement, réduction et compensation.....	17
Titre 4.2 - Suivi des mesures.....	18
CHAPITRE 5 - Protection du cadre de vie.....	18
Titre 5.1 - Limitation des niveaux de bruit.....	18
5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	18
5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	18
5.1.3 Valeurs limites d'émergence.....	18
5.1.4 Vibrations.....	19
5.1.5 Mesure d'atténuation du bruit et des vibrations.....	19
CHAPITRE 6 - Prévention des risques technologiques.....	19
Titre 6.1 - Conception des installations.....	19

6.1.1	Dispositions constructives et comportement au feu.....	19
6.1.2	Désenfumage.....	20
6.1.3	Organisation des stockages.....	20
6.1.4	Installations électriques.....	21
6.1.5	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	21
6.1.6	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	21
Titre 6.2	- Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents.....	23
6.2.1	Localisation des risques.....	23
6.2.2	Dispositions générales.....	23
6.2.3	Domaine de fonctionnement sur des procédés.....	24
6.2.4	Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité.....	24
6.2.5	Canalisations de transport de gaz.....	24
6.2.6	Centrale d'air comprimé.....	25
Titre 6.3	- Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	25
6.3.1	Moyens de lutte contre l'incendie.....	25
6.3.2	Organisation.....	26
Titre 6.4	- Exploitation.....	26
CHAPITRE 7	- Prévention et gestion des déchets.....	26
Titre 7.1	- Prévention et gestion des déchets.....	26
Titre 7.2	- Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	27
Titre 7.3	- Limitation du stockage sur site.....	27
Titre 7.4	- Gestion des déchets reçus par l'installation.....	27
7.4.1	Conception des installations.....	27
7.4.2	Description des déchets entrants.....	28
7.4.3	Admission des déchets.....	29
Titre 7.5	- Valorisation du CSR.....	30
CHAPITRE 8	- Dispositions finales.....	30
Titre 8.1	- Caducité.....	30
Titre 8.2	- Délais et voies de recours.....	31
Titre 8.3	- Obligation de notification des recours.....	31
Titre 8.4	- Publicité.....	31
Titre 8.5	- Exécution.....	32
ANNEXE 1	33
ANNEXE 2	- informations sensibles – non communicables.....	34